

Memorial

MEMORIAL

des DU

Großherzogthums Luxemburg. GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.



Montag, 10. Januar 1881.

Nr. 3.

LUNDI, 10 janvier 1881.

Gesetz vom 29. December 1880, wodurch der am 24. November zwischen dem Großherzogthum Luxemburg und Großbritannien abgeschlossene Auslieferungsvertrag genehmigt wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 16. December 1880 und derjenigen des Staatsrathes vom 17. dess. Mts., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. Der zu Luxemburg am 24. November 1880 zwischen dem Großherzogthum Luxemburg und dem Vereinigten Königreiche von Großbritannien und Irland abgeschlossene Vertrag wegen gegenseitiger Auslieferung der Uebelhäter, welcher Vertrag gegenwärtigem Gesetze angefügt ist, ist genehmigt.

Befehlen und verordnen, daß gegenwärtiges Gesetz in's „Memorial“ eingerückt werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Im Haag am 29. December 1880.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
F. de Blochausen.
Der General-Director der Justiz,
Paul Eyschen.

Wilhelm.

Loi du 29 décembre 1880, approuvant le traité d'extradition conclu le 24 novembre 1880 entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 16 décembre 1880 et celle du Conseil d'État du 17 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. Est approuvé le traité conclu à Luxembourg, le 24 novembre 1880, entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et relatif à l'extradition réciproque des malfaiteurs, lequel traité est annexé à la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

La Haye, le 29 décembre 1880.

Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.
Le Directeur général de la justice,
Paul EYSCHEN.

GUILLAUME.

TRAITÉ.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg,

et

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

Ayant jugé opportun, afin de mieux assurer l'administration de la justice et la répression des crimes dans le Grand-Duché de Luxembourg et sur les territoires de Sa Majesté Britannique, de se livrer réciproquement, dans certaines circonstances, les individus accusés ou condamnés du chef des crimes ci-après énumérés, et qui seraient en fuite, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires chargés de conclure un traité à cet effet, savoir :

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg,

Monsieur le Baron Félix de Blochausen, Grand-Croix de l'Ordre de la Couronne de chêne, chevalier de 2^e classe de l'Ordre du Lion d'or de la Maison de Nassau, etc., etc., Son Ministre d'État, président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg;

et

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande :

L'honorable William Stuart, Compagnon du très-honorable Ordre du Bain, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, en Sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, pour ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg, s'engage à livrer, dans les circonstances et sous les conditions prévues par le présent traité,

TREATY.

His Majesty the King of the Netherlands, Grand Duke of Luxemburg,

and

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland,

Having judged it expedient, with a view to the better administration of justice and to the prevention of crime within the Grand Duchy of Luxemburg and the territories of Her Britannic Majesty, that persons charged with or convicted of the crimes hereinafter enumerated, and being fugitives from justice, should, under certain circumstances, be reciprocally delivered up, their said Majesties have named as their Plenipotentiaries to conclude a Treaty for this purpose, that is to say :

His Majesty the King of the Netherlands, Grand Duke of Luxemburg,

Baron Felix de Blochausen, Grand-Cross of the Order of the Crown of Oak, Chevalier of the 2nd class of the Order of the Golden Lion of the House of Nassau, His Minister of State, President of the Government of the Grand Duchy of Luxemburg;

and

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Honourable William Stuart, a Companion of the Most Honourable Order of the Bath, Her Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Netherlands, as Grand Duke of Luxemburg;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles : —

Art. 1. — His Majesty the King of the Netherlands, Grand Duke of Luxemburg, so far as concerns the Grand Duchy of Luxemburg, engages to deliver up, under the circumstances and on the conditions stipulated in the present

tous les individus, à l'exception des sujets du Grand-Duché, et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande s'engage à livrer, dans les mêmes circonstances et sous les mêmes conditions, tous les individus, lesquels, ayant été accusés ou condamnés par les tribunaux d'une des hautes Parties contractantes du chef des crimes ou délits énumérés dans l'art. 2, commis sur le territoire de l'une des parties, seront trouvés sur le territoire de l'autre.

Art. 2. — Les crimes pour lesquels l'extradition devra être accordée sont les suivants :

1° Meurtre (y compris l'assassinat, le parricide, l'infanticide, l'empoisonnement ou tentative de meurtre);

2° Homicide sans préméditation ou guet-apens;

3° Administration de substances ou emploi d'instruments dans l'intention de provoquer l'avortement;

4° Viol;

5° Attentat à la pudeur avec violence, attentat à la pudeur commis avec ou sans violence sur la personne d'une fille âgée de moins de dix ans; attentat à la pudeur commis avec ou sans violence sur la personne d'une fille âgée de plus de dix et de moins de douze ans; attentat à la pudeur avec violence commis sur une personne du sexe féminin, ou tentative punie en Angleterre sous le nom de « attempt to have carnal knowledge of a girl under twelve years of age. »

6° Enlèvement et emprisonnement illégal de personnes, vol, abandonnement, exposition ou détention illégale d'enfants;

7° Enlèvement de mineurs;

8° Bigamie;

9° Actes de violences ou sévices ayant causé des blessures graves;

10° Violences contre un magistrat ou officier public;

11° Menaces écrites ou autres faites en vue d'extorquer de l'argent ou des valeurs;

Treaty, all persons, excepting subjects of the Grand Duchy, and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland engages to deliver up, under the like circumstances and conditions, all persons, who, having been charged with, or convicted by the Tribunals of one of the two High Contracting Parties of any of the crimes or offences enumerated in Article 2 committed in the territory of the one party, shall be found within the territory of the other.

Art. 2.— The crimes for which the extradition is to be granted are the following :—

1. Murder (including assassination, parricide, infanticide, poisoning, or attempt to murder).

2. Manslaughter.

3. Administering drugs or using instruments with intent to procure the miscarriage of women.

4. Rape.

5. Aggravated or indecent assault. Carnal knowledge of a girl under the age of ten years; carnal knowledge of a girl above the age of ten years and under the age of twelve years; indecent assault upon any female, or any attempt to have carnal knowledge of a girl under twelve years of age.

6. Kidnapping and false imprisonment, child-stealing, abandoning, exposing, or unlawfully detaining children.

7. Abduction of minors.

8. Bigamy.

9. Wounding, or inflicting grievous bodily harm.

10. Assaulting a magistrate or peace or public officer.

11. Threats by letter or otherwise with intent to extort money or other things of value.

12° Faux témoignage ou subornation de témoins;

13° Incendie volontaire;

14° Vol avec effraction, escalade ou violence; toute soustraction frauduleuse;

15° Fraude par un administrateur, banquier, agent, procureur, tuteur ou curateur, directeur, membre ou fonctionnaire d'une société quelconque, pour autant que le fait est puni par les lois en vigueur;

16° Escroquerie d'argent, de valeurs ou de marchandises sous de faux prétextes; recel d'argent, de valeurs ou d'autres propriétés, avec connaissance de leur provenance illégale;

17° a) Contrefaçon ou altération de monnaie, ou mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée;

b) Faux, contrefaçon ou altération ou mise en circulation de ce qui est falsifié, contrefait ou altéré;

c) Fabrication avec connaissance de cause, en dehors de l'autorisation légale, d'un instrument, outil ou engin destiné à la contrefaçon de la monnaie du pays;

18° Crimes contre les lois sur les banques-routes;

19° Tout acte commis avec intention de mettre en danger la vie de personnes se trouvant dans un train de chemin de fer;

20° Atteinte à la propriété avec mauvaise intention, pour autant que le fait est punissable par les lois.

L'extradition aura également lieu pour complicité à un des crimes ci-dessus mentionnés, que la complicité se soit produite avant ou après la perpétration, pourvu que la complicité soit punissable par les lois des deux parties contractantes.

Art. 3. — L'extradition ne sera pas accordée, si l'individu poursuivi par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg ou par le Gou-

12. Perjury, or subornation of perjury.

13. Arson.

14. Burglary or housebreaking, robbery with violence, larceny or embezzlement.

15. Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, director, member, or public officer of any company, made criminal by any law for the time being in force.

16. Obtaining money, valuable security, or goods by false pretences; receiving any money, valuable security, or other property, knowing the same to have been unlawfully obtained.

17. a) Counterfeiting or altering money, or bringing into circulation counterfeited or altered money;

b) Forgery, or counterfeiting or altering or uttering what is forged, counterfeited, or altered;

c) Knowingly making without lawful authority any instrument, tool, or engine adapted and intended for the counterfeiting of coin of the realm.

18. Crimes against Bankruptcy Law.

19. Any malicious act done with intent to endanger persons in a railway train.

20. Malicious injury to property, if such offence be indictable.

The extradition is also to take place for participation in any of the aforesaid crimes, as an accessory before or after the fact, provided such participation be punishable by the laws of both Contracting Parties.

Art. 3. — The extradition shall not take place if the person claimed on the part of the Government of the Grand Duchy of Luxembourg

vernement du Royaume-Uni, a déjà été dans le Royaume-Uni ou dans le Grand-Duché l'objet d'une instruction ou d'une ordonnance de non-lieu pour le crime pour lequel l'extradition est demandée, ou s'il est encore en état de prévention ou qu'il ait déjà été puni pour ce fait.

Si l'individu poursuivi par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg ou par le Gouvernement du Royaume-Uni est en état de prévention dans le Royaume-Uni ou dans le Grand-Duché, pour un autre crime, son extradition sera différée jusqu'à la conclusion du procès et l'exécution complète de la peine lui infligée.

Art. 4. — L'extradition n'aura pas lieu, si, postérieurement à la perpétration du crime, aux poursuites ou à la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 5. — Aucun criminel fugitif ne sera extradé, si le délit pour lequel l'extradition est demandée est considéré comme un délit politique ou si l'individu prouve que la demande d'extradition a été faite en réalité dans le but de le poursuivre ou de le punir pour un délit d'un caractère politique.

Art. 6. — L'individu qui aura été livré, ne pourra, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, être tenu en état d'arrestation ou poursuivi pour aucune infraction ou fait autre que ceux ayant motivé l'extradition, jusqu'à ce qu'il ait été rendu ou qu'il ait eu l'occasion de retourner au pays qui l'a extradé.

Le délai d'un mois sera considéré comme la limite du temps pendant lequel le prisonnier, afin de s'assurer les bienfaits de cet article, peut retourner au pays dont il a été extradé.

or the person claimed on the part of the Government of the United Kingdom, has already been tried and discharged or punished, or is still under trial, in the United Kingdom or in the Grand Duchy, respectively, for the crime for which his extradition is demanded.

If the person claimed on the part of the Government of the Grand Duchy of Luxemburg or if the person claimed on the part of the Government of the United Kingdom should be under examination for any other crime in the United Kingdom or in the Grand Duchy, respectively, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial, and the full execution of any punishment awarded to him.

Art. 4. — The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime, or the institution of the penal prosecution, or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of the State applied to.

Art. 5. — A fugitive criminal shall not be surrendered if the offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he prove that the requisition for his surrender has in fact been made with a view to try or to punish him for an offence of a political character.

Art. 6. — A person surrendered can in no case be kept in prison, or be brought to trial in the State to which the surrender has been made, for any other crime or on account of any other matters than those for which the extradition shall have taken place, until he has been restored or has had the opportunity of returning to the country from whence he was surrendered.

The period of one month shall be considered as the limit of the period during which the prisoner may, with the view of securing the benefits of this Article, return to the country from whence he was surrendered.

Cette stipulation n'est pas applicable aux crimes commis après l'extradition.

Art. 7. — L'extradition sera toujours demandée par la voie diplomatique, savoir : dans le Royaume-Uni au secrétaire d'État pour les affaires étrangères par le Ministre étranger dans la Grande-Bretagne, lequel sera à cette fin reconnu par Sa Majesté la Reine comme le Représentant diplomatique du Grand-Duché de Luxembourg, et dans le Grand-Duché de Luxembourg par l'Envoyé britannique.

La demande d'extradition d'un prévenu devra être accompagnée d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité compétente du pays requérant et des preuves qui, d'après les lois de l'endroit où le prévenu a été trouvé, justifieraient son arrestation si l'acte punissable y avait été commis.

Si la demande d'extradition concerne une personne déjà condamnée, on doit produire l'arrêt de condamnation qui a été rendu par le tribunal compétent de l'État requérant.

La demande d'extradition ne peut se baser sur des arrêts qui ont été rendus par contumace.

Art. 8. — Si la demande d'extradition est en accord avec les stipulations précédentes, les autorités compétentes de l'État auquel la demande d'extradition a été faite, procéderont à l'arrestation du fugitif.

Le prisonnier sera ensuite amené devant un magistrat compétent, qui devra l'examiner et conduire les investigations préliminaires d'après les lois du pays où il est trouvé.

Art. 9. — L'extradition n'aura pas lieu avant l'expiration de quinze jours à dater de l'arrestation du criminel fugitif attendant son extradition, et elle n'aura lieu que sur la production en temps utile de pièces trouvées suffisantes d'après les lois de l'État requis.

This stipulation does not apply to crimes committed after the extradition.

Art. 7. — The requisition for extradition must always be made by the way of diplomacy, and to wit, in the United Kingdom to the Secretary of State for Foreign Affairs by the Foreign Minister in Great Britain, who, for the purposes of this Treaty, is recognized by Her Majesty as a Diplomatic Representative of the Grand Duchy of Luxemburg, and in the Grand Duchy of Luxemburg by the British Minister in Luxemburg.

The requisition for the extradition of an accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime had been committed there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent Court of the State that makes the requisition for extradition.

A requisition for extradition cannot be founded on sentences passed *in contumaciam*.

Art. 8. — If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

The prisoner is then to be brought before a competent Magistrate, who is to examine him and to conduct the preliminary investigation of the case, according to the laws of the country in which he is found.

Art. 9. — The extradition shall not take place before the expiration of fifteen days from the date of the fugitive criminal's committal to prison to await his surrender, and then only if the evidence produced in due time be found sufficient according to the laws of the State applied to.

Art. 10. — Un malfaiteur fugitif peut néanmoins être arrêté dans les deux pays en vertu d'un mandat d'arrêt décerné par un magistrat ou fonctionnaire de police, par un juge de paix ou telle autre autorité compétente, sur une dénonciation ou plainte et sur les preuves ou d'après une procédure établissant que, dans l'opinion du fonctionnaire qui décerne le mandat d'arrêt, cette mesure serait justifiée, si le crime avait été commis ou si le prisonnier avait été condamné dans la partie des territoires des deux Parties contractantes où le fonctionnaire exerce la juridiction. Il est stipulé toutefois que, dans le Royaume-Uni, le prévenu devra, en pareil cas, être aussi promptement que possible conduit devant un magistrat de police à Londres. Il devra être mis en liberté dans le Grand-Duché de Luxembourg et dans le Royaume-Uni si, dans l'espace de quatorze jours, une demande d'extradition n'est pas faite par l'agent diplomatique de son pays.

Art. 11. — Si, dans une matière criminelle pendante devant une cour ou un tribunal de l'un des deux pays, il est jugé désirable d'entendre dans l'autre les dépositions d'un témoin, pareilles dépositions peuvent être reçues par les autorités judiciaires d'après les lois en vigueur sur la matière dans le pays où le témoin se trouve.

Art. 12. — Les objets saisis en la possession de l'individu au moment de son arrestation seront, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la remise, livrés lorsque l'extradition aura lieu, et cette remise ne comprendra pas seulement les objets enlevés, mais encore tout ce qui peut servir de pièce à conviction.

Art. 13. — Les hautes Parties contractantes renoncent à toute réclamation pour le remboursement des frais qui leur ont été occasionnés par l'arrestation, l'entretien et le transport de l'individu jusqu'au bord d'un navire, ainsi que

Art. 10. — A fugitive criminal may, however, be apprehended under a warrant issued by any Police Magistrate, Justice of the Peace, or other competent authority in either country, on such information or complaint, and such evidence, or after such proceedings as would, in the opinion of the person issuing the warrant, justify the issue of a warrant, if the crime had been committed or the prisoner convicted, in that part of the dominions of the two Contracting Parties in which he exercises jurisdiction: Provided however that, in the United Kingdom, the accused shall, in such case, be sent as speedily as possible before a Police Magistrate in London. He shall be discharged, as well in the Grand Duchy of Luxemburg as in the United Kingdom, if, within fourteen days, a requisition shall not have been made for his surrender by the Diplomatic Agent of his country.

Art. 11. — If, in any criminal matter, pending in any Court or Tribunal of one of the two countries, it is thought desirable to take the evidence of any witness in the other, such evidence may be taken by the judicial authorities in accordance with the laws in force on this subject in the country where the witness may be.

Art. 12. — All articles seized, which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his apprehension, shall, if the competent authority of the State applied to for the extradition has ordered the delivery thereof, be given up when the extradition takes place; and the said delivery shall extend not merely to the stolen articles, but to everything that may serve as a proof of the crime.

Art. 13. — The High Contracting Parties renounce any claim for the reimbursement of the expenses incurred by them in the arrest and maintenance of the person to be surrendered, and his conveyance till placed on board

de ceux occasionnés par la déposition d'un témoin en conséquence de l'art. 11 et par la remise et la restitution des objets saisis. Elles consentent à supporter réciproquement lesdits frais.

Art. 14. — Les stipulations du présent traité seront applicables aux colonies et possessions étrangères de Sa Majesté Britannique.

La demande d'extradition d'un criminel qui s'est réfugié dans une de ces colonies ou possessions étrangères, sera faite au Gouverneur ou à l'autorité suprême de cette colonie ou possession par le consul luxembourgeois, ou, à défaut d'un consul luxembourgeois, par l'agent consulaire d'un autre État chargé pour l'occasion des intérêts luxembourgeois dans la colonie ou possession en question et reconnu comme tel par le Gouverneur ou l'autorité suprême.

Le Gouverneur ou l'autorité suprême mentionné ci-dessus décidera à l'égard de telles demandes, en se conformant autant que possible aux dispositions du présent traité. Il sera néanmoins libre d'accorder l'extradition ou de soumettre le cas à son Gouvernement.

Sa Majesté Britannique se réserve cependant le droit de faire, en se conformant autant que possible aux stipulations du présent traité, des arrangements spéciaux dans les colonies ou possessions étrangères, pour l'extradition d'individus qui ont commis dans le Grand-Duché de Luxembourg un des crimes prévus dans le traité et qui auraient trouvé un refuge dans ces colonies ou possessions étrangères.

Les demandes concernant l'extradition de criminels qui se sont échappés d'une des colonies ou possessions étrangères de Sa Majesté Britannique, seront traitées suivant les dispositions des articles précédents du présent traité.

Art. 15. — Le présent traité entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des hautes

ship, as well as for the reimbursement of the expenses incurred in taking the evidence of any witness in consequence of Article 11, and in giving up and returning seized articles. They reciprocally agree to bear such expenses themselves.

Art. 14. — The stipulations of the present Treaty shall be applicable to the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge in any of such Colonies or foreign possessions shall be made to the Governor or to the supreme authority of such Colony or possession through the Luxemburg Consul, or, in case there should be no Luxemburg Consul, through the Consular Agent of another State charged for the occasion with Luxemburg interests in the Colony or possession in question, and recognized by such Governor or supreme authority as such.

The Governor or supreme authority above mentioned shall decide with regard to such requisitions as nearly as possible in accordance with the provisions of the present Treaty. He will, however, be at liberty either to consent to the extradition or report the case to his Government.

Her Britannic Majesty shall, however, be at liberty to make special arrangements in the British Colonies and foreign possessions for the surrender of such individuals as shall have committed in the Grand Duchy of Luxemburg any of the crimes hereinafore mentioned, who may take refuge within such Colonies and foreign possessions, on the basis, as nearly as may be, of the provisions of the present Treaty.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal from any Colony or foreign possession of Her Britannic Majesty shall be governed by the rules laid down in the preceding Articles of the present Treaty.

Art. 15. — The present Treaty shall come into force ten days after its publication in conformity with the forms prescribed by the laws

Parties contractantes. Le traité peut être dénoncé par chacune des Parties contractantes ; il demeurera toutefois en vigueur encore six mois après qu'il aura été dénoncé.

Le traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles le plus tôt que faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Luxembourg, le vingt quatre novembre de l'an de grâce mil huit cent quatre-vingt.

(L. S.) F. DE BLOCHAUSEN.
(L. S.) W. STUART.

(Le présent traité a été ratifié et les ratifications en ont été échangées à Bruxelles, le 5 janvier 1881.)

of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties, but shall remain in force for six months after notice has been given for its termination.

The Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Brussels as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Luxemburg the twenty-fourth of November in the year of our Lord one thousand eight hundred and eighty.

(L. S.) F. DE BLOCHAUSEN.
(L. S.) W. STUART.

(The present Treaty has been ratified and the ratifications have been exchanged at Brussels the fifth of January 1881.)

Gesetz vom 29. December 1880, wodurch der Art. 187 der Straf-Prozessordnung abgeändert wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 22. December 1880 und derjenigen des Staatsrathes vom 24. desselben Monats, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. Der Artikel 187 der Strafprozessordnung ist durch nachstehende Bestimmung ersetzt :

„Die Contumacialverurtheilung wird als nicht „geschehen betrachtet, wenn der Beschuldigte „innerhalb fünf Tagen, außer einem Tage für „jede fünf Myriameter, nach der ihm in Person „oder in seinem Wohnsitze erfolgten Zustellung

Loi du 29 décembre 1880, portant modification de l'art. 187 du Code d'instruction criminelle.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 22 décembre 1880, et celle du Conseil d'Etat du 24 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. L'art. 187 du Code de procédure criminelle est remplacé par la disposition qui suit :

«La condamnation par défaut sera comme non „venue si, dans les cinq jours de la signification qui en aura été faite au prévenu ou à son „domicile, outre un jour par cinq myriamètres, „celui-ci forme opposition à l'exécution du ju-

„derselben, gegen die Vollstreckung des Urtheils „Opposition einlegt, und diese Opposition sowohl „dem öffentlichen Ministerium, als der Civilpartei, „aufstellt.

„Die Kosten der Ausfertigung, der Zustellung „des Contumacialurtheils, sowie der Opposition „können dem Beschuldigten zur Last gelegt werden.

„Wenn jedoch die Zustellung nicht dem Be- „schuldigten in Person gemacht worden, oder wenn „nicht aus Vollstreckungsurkunden hervorgeht, daß „derselbe davon Kenntniß erhalten, so ist die „Opposition bis nach Ablauf der Verjährungs- „fristen der Strafe zulässig.“

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Memorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Im Haag am 29. December 1880.

Wilhelm.

Der General-Director
der Justiz,
Paul Eyschen.

Bekanntmachung. — Justiz.

Durch Königl. Groß. Beschluß vom 5. d. Mts. ist Hr. Edmund de la Fontaine, Doctor der Rechte, zweiter Ergänzungsrichter beim Friedensgerichte des Cantons Remich, zum Friedensrichter des Cantons Vianden, in Ersetzung des zu andern Functionen promovirten Hrn. Speyer, ernannt worden.

Luxemburg den 8. Januar 1881.

Der General-Director der Justiz,
Paul Eyschen.

Bekanntmachung. — Versicherungswesen.

Herr Johann Lavandier zu Niederkorn ist als Agent der Feuer-Versicherungs-Gesellschaft „l'Aigle“ bestätigt worden.

Luxemburg den 5. Januar 1881.

Für den General-Director der Finanzen:
Der Regierungsrath,
M. Müllendorff.

»gement et notifie son opposition tant au mi-
nistère public qu'à la partie civile.

»Les frais de l'expédition, de la signification
»du jugement par défaut et de l'opposition
»pourront être laissés à la charge du prévenu.

»Toutefois, si la signification n'a pas été faite
»à personne ou s'il ne résulte pas d'actes d'exé-
»cution du jugement que le prévenu en a eu
»connaissance, l'opposition sera recevable jus-
»qu'à l'expiration des délais de la prescription
»de la peine. »

Mandons et ordonnons que la présente loi
soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et
observée par tous ceux que la chose concerne.

La Haye, le 29 décembre 1880.

GUILLAUME.

Le Directeur général
de la justice,
Paul Eyschen.

Avis. — Justice.

Par arrêté royal grand-ducal du 5 de ce mois, M. Edmond de la Fontaine, docteur en droit, 2^e suppléant de la justice de paix du canton de Remich, est nommé juge de paix du canton de Vianden, en remplacement de M. Speyer, promu à d'autres fonctions.

Luxembourg, le 8 janvier 1881.

Le Directeur général de la justice,
Paul Eyschen.

Avis. — Assurances.

M. Jean Lavandier à Niederkorn, a été agréé comme agent de la Compagnie d'assurances contre l'incendie dite « L'Aigle ».

Luxembourg, le 5 janvier 1881.

Pour le Directeur général des finances:
Le Conseiller de Gouvernement,
M. MULLENDORFF.

Bekanntmachung. — Orden der Eichenkrone.

Durch Beschluß vom 5. Januar 1881 haben S. M. der König Großherzog allergnädigst geruht, den Hrn. Notar Jakob Weber, Präsident der Notariatskammer des Bezirks Luxemburg, anlässlich dessen 50jährigen Amtsjubiläums, zum Offizier des Ordens der Eichenkrone zu ernennen.

Luxemburg den 6. Januar 1881.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
F. de Blochausen.

Bekanntmachung. — Gemeindeanleihe.

Die Inhaber von Obligationen der Gemeindeanleihe von Wilwerwiltz werden benachrichtigt, daß die zur Bezeichnung der am 1. April 1881 heimzahlenden Obligationen stattgefundene Ziehung folgendes Resultat ergeben hat:

Titel von 100 Franken, Nr. 6, 65 und 88.

Diese Titel werden vom 1. April 1881 ab, pari und kostenfrei an der Kasse der Nationalbank zu Luxemburg ausgezahlt.

Luxemburg den 6. Januar 1881.

Der General-Director des Innern,
H. KIRPACH.

Bekanntmachung. — Pferde.

Die durch meinen Beschluß vom verfloßenen 13. December eingesetzte Commission behufs Untersuchung der während 1881 zur Beschälung bestimmten Hengste, wird neuerdings zu Luxemburg am Freitag, 14. d. Mts. zusammentreten, um die Hengste derjenigen Eigenthümer zu untersuchen, welche dieselben an den durch obenerwähnten Beschluß festgesetzten Tagen zu diesem Behufe nicht vorführen konnten.

Die Commission beginnt mit dieser Untersuchung präcis um 10 Uhr Vormittags.

Luxemburg den 7. Januar 1881.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
F. de Blochausen.

Avis. — Ordre de la Couronne de chêne.

Par arrêté du 3 janvier 1881, S. M. le Roi Grand-Duc a daigné nommer M. Jacques Weber, notaire à Eich, président de la Chambre des notaires de l'arrondissement de Luxembourg, au grade d'officier dans l'Ordre de la Couronne de chêne, à l'occasion du 50^e anniversaire de son ministère.

Luxembourg, le 6 janvier 1881.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.

Avis. — Emprunt communal.

Les porteurs d'obligations de l'emprunt de la commune de Wilwerwiltz sont informés que le résultat du tirage auquel il a été procédé pour la désignation des obligations remboursables le 1^{er} avril 1881, a été le suivant:

Titres à 100 francs: N^{os} 6, 65 et 88.

Ces titres seront remboursés à la caisse de la Banque Nationale à Luxembourg, au pair et sans frais, à partir du 1^{er} avril 1881.

Luxembourg, le 6 janvier 1881.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Avis. — Chevaux.

La Commission instituée par mon arrêté du 13 décembre dernier, pour procéder à l'examen des étalons destinés à la monte pour 1881, se réunira de nouveau à Luxembourg, le vendredi, 14 janvier courant, à l'effet d'examiner les étalons de ceux des propriétaires qui n'ont pu les présenter à cette fin aux jours fixés par l'arrêté susmentionné.

Les opérations de la Commission commenceront à 10 heures précises du matin.

Luxembourg, le 7 janvier 1881.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.

Marktpreise. — 1. Hälfte des Monats December 1880.

Bezeichnung der Lebensmittel n. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von								
		Luxemburg.	Diekirch.	Wiltz.	Ettelbrück.	Echternach.	Remich.	Mersch.	Grevenmacher.	Esch a. d. A.
Weizen	Hektoliter	22 70	23 00	"	23 00	23 61	19 75	"	"	23 00
Mischelfrucht . .	—	21 16	22 00	"	22 00	22 63	18 25	"	"	21 00
Roggen	—	18 00	18 50	18 75	18 00	"	"	"	"	19 00
Gerste	—	15 25	15 25	"	15 00	16 00	"	"	"	"
Spelz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Heideforn	—	"	13 50	13 75	13 00	"	"	"	"	"
Hafer	—	7 48	7 50	7 50	8 00	7 50	6 75	"	"	8 25
Erbfien	—	16 30	16 00	"	20 00	16 61	"	"	"	"
Bohnen	—	18 75	"	"	"	16 25	"	"	"	"
Linfen	—	20 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Kartoffeln	—	3 85	3 25	3 25	3 25	"	5 00	"	6 00	4 00
Weizen-Mehl . . .	Kilogr.	0 55	0 55	0 50	0 50	0 48	0 42	"	0 50	0 50
Mischel-Mehl . . .	—	0 47	0 44	0 40	0 45	0 40	0 38	"	0 40	0 40
Roggen-Mehl . . .	—	0 45	"	0 34	0 30	"	"	"	"	"
Gefchälte Gerfte . .	—	0 60	"	"	"	"	"	"	"	"
Butter	—	2 70	2 80	2 60	2 90	2 52	2 30	2 80	2 50	2 40
Eier	Duzend.	1 10	0 90	1 00	0 90	1 00	1 00	0 90	1 00	1 10
Heu	100 Kilo.	9 20	"	"	"	"	"	"	"	"
Stroh	—	7 60	"	"	"	"	"	"	"	"
Buchenholz	Stere.	14 00	"	"	"	"	10 00	"	"	"
Eichenholz	—	10 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Weichholz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ochfenfleisch . . .	Kilogr.	1 72	1 20	1 20	1 20	1 00	"	1 60	1 20	1 20
Ruf- od. Rindfleisch	—	1 52	1 15	1 10	1 00	1 00	1 00	1 50	1 00	1 00
Kalbifleifch	—	1 44	1 00	1 00	1 10	1 00	1 00	1 60	0 80	1 20
Lammelfeifch . . .	—	1 50	1 20	1 50	1 30	1 20	1 20	1 50	1 20	1 20
Schweinefleifch . .	—	1 88	1 60	1 60	1 60	1 36	1 60	1 60	1 50	1 60